



5 octobre : grève pour un autre projet de société !

vendredi 1er octobre 2021, par [Bariaud](#)

ACTUALITÉ

5 OCTOBRE : GRÈVE POUR UN AUTRE PROJET DE SOCIÉTÉ !

La CGT, FSU, Solidaires, FO et les organisations de jeunesse appellent à la grève interprofessionnelle pour faire entendre la voix du monde du travail dans cette crise sanitaire pour ne plus laisser les grandes firmes et le patronat engranger de l'argent public quand les travailleur·ses continuent de subir les mauvais coups.

La crise sanitaire mondiale ne touche pas les puissants. La publication des résultats du 1^{er} semestre du CAC 40 indique que le total des bénéfices nets de 37 entreprises sur 40 s'approche des 57 milliards d'euros. Un record ! C'est 33 % de plus qu'au 1^{er} semestre 2019.

Mais Macron veut faire payer le prix fort aux travailleur·ses !

Il a réaffirmé son intention d'aller au bout de sa réforme de l'assurance chômage, malgré la suspension par le Conseil d'État, privant des centaines de milliers de personnes d'indemnités auxquelles elles pouvaient prétendre. Alors que les OS ont été reçues par Castex, c'est via la presse qu'on apprend qu'il envisage toujours de réformer les retraites en supprimant les régimes spéciaux et en mettant en place une pension minimum de 1000 € d'ici mars (avec recul de l'âge de départ et mise en place du système par points après la présidentielle). Le patronat a ouvert une négociation AGIRC-ARCCO pour imposer un avenant à l'accord de 2019 qui s'appuie encore sur une baisse de la valeur du point comme levier principal d'équilibrage.

Ideale fixe pour gouvernement et patronat : libérer la société et faire payer les travailleur·ses pour permettre à quelques un·es de s'enrichir toujours plus.

Le 5 octobre doit être l'occasion de porter un autre projet de société !

3 mois d'abord à cette journée de grève à décliner dans le public comme dans le privé : salaires, emplois, conditions et temps de travail. La CGT a un contre-projet de société pour gagner



Renouveau de tous et tous.

Les chômeurs expliquent les réalités d'aujourd'hui et cherchent à individualiser tous les salaires au des primes au mérite et les primes d'ancienneté qui cassent le statut de la Fonction publique : exigeons une augmentation générale des salaires et rebuts, un SMIC à 2 000 € et le dégel du point d'indice dans la Fonction publique. C'est possible en supprimant le déversement d'argent public sans contreparties aux entreprises et en gagnant une véritable égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes avec des dispositifs contraignants et des sanctions dissuasives pour les entreprises.

Atteignons que le 100 % Smo est possible avec des propositions crédibles de financement par la hausse des salaires. Davant immédiat des allègements et exonérations de cotisations patronales, la suppression de la CSG et CRDS.

Fixe à la réglementation et à la hausse de la précarité : exigeons des emplois stables et qualifiés, la fin des temps partiels imposés, des mesures de contrôle pour éviter délocalisations, fermetures d'entreprises et plans de licenciements. Partout dans les secteurs de l'éducation, de la formation supérieure et la recherche, de la formation professionnelle, dans les associations, la crise a prouvé qu'il fallait des plans massifs de création d'emplois et des budgets pluriannuels ! C'est possible si nous portons la réduction du temps de travail à 32h sans baisse de salaire et avec l'amélioration des conditions de travail. Travailler moins pour travailler toutes et tous est une réalité que certaines grandes entreprises n'ont pas résisté plus à mettre en œuvre. En France, cela permettrait la création de 4 millions d'emplois.

Une seule issue pour y arriver : convoquer les travailleur·ses, qui ont le pouvoir de leur mobilisation ! Préparons un 5 octobre à la hauteur des enjeux !

32h! Travailler moins, travailler mieux, travailler toutes et tous !

La CGT, FSU, Solidaires, FO et les organisations de jeunesse appellent à la grève interprofessionnelle pour faire entendre la voix du monde du travail dans cette crise sanitaire pour ne plus laisser les grandes firmes et le patronat engranger de l'argent public quand les travailleur·ses continuent de subir les mauvais coups.

La crise sanitaire mondiale ne touche pas les puissant·es. La publication des résultats du 1er semestre du CAC 40 indique que le total des bénéfices nets de 37 entreprises sur 40 s'approche des 57 milliards d'euros. Un record ! C'est 33 % de plus qu'au 1er semestre 2019.

Mais Macron veut faire payer le prix fort aux travailleur·ses !

Il a réaffirmé son intention d'aller au bout de sa réforme de l'assurance chômage, malgré la suspension par le Conseil d'État, privant des centaines de milliers de personnes d'indemnités auxquelles elles pouvaient prétendre. Alors que les OS ont été reçues par Castex, c'est via la presse qu'on apprend qu'il envisage toujours de réformer les retraites en supprimant les régimes spéciaux et en mettant en place une pension minimum de 1000 € d'ici mars (avec recul de l'âge de départ et mise en place du système par points après la présidentielle). Le patronat a ouvert une négociation AGIRC-ARCCO pour imposer un avenant à l'accord de 2019 qui s'appuie encore sur une baisse de la valeur du point comme levier principal d'équilibrage.

Idée fixe pour gouvernement et patronat : libéraliser la société et faire payer les travailleur·ses pour permettre à quelques un·es de s'enrichir toujours plus.

Le 5 octobre doit être l'occasion de porter un autre projet de société !

3 mots d'ordre à cette journée de grève à décliner dans le public comme dans le privé : salaires, emplois, conditions et temps de travail. La CGT a un contre-projet de société pour gagner l'émancipation de toutes et tous.

Les dividendes explosent, les ministères cherchent à individualiser tous les salaires via des primes au mérite et les primes d'attractivité qui cassent le statut de la Fonction publique : exigeons une augmentation générale des salaires et retraites, un SMIC à 2 000 € et le dégel du point d'indice dans la Fonction publique. C'est possible en supprimant le déversement d'argent public sans contreparties aux entreprises et en gagnant une véritable égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes avec des dispositifs contraignants et des sanctions dissuasives pour les entreprises.

Affirmons que le 100 % Sécu est possible avec des propositions crédibles de financement par la hausse des salaires, l'arrêt immédiat des allègements et exonérations de cotisations patronales, la suppression de la CSG et CRDS.

Face à la dérèglementation et à la hausse de la précarité, exigeons des emplois stables et qualifiés, la fin des temps partiels imposés, des mesures de contrôle pour éviter délocalisations, fermetures d'entreprises et plans de licenciements. Partout dans les secteurs de l'éducation, de l'enseignement supérieur et la recherche, de la formation professionnelle, dans les associations, la crise a prouvé qu'il fallait des plans massifs de création d'emplois et des budgets pérennes ! C'est possible si nous portons la réduction du temps de travail à 32h sans baisse de salaire et avec l'amélioration des conditions de travail. Travailler moins pour travailler toutes et tous est une réalité que certaines grandes entreprises et/ou pays n'hésitent plus à mettre en œuvre. En France, cela permettrait la création de 4 millions d'emplois.

Une seule issue pour y arriver : convaincre les travailleur·ses que c'est possible par leur mobilisation ! Préparons un 5 octobre à la hauteur des enjeux !